

17-11-2025

SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS, TENUE LE 17 NOVEMBRE 2025 À 20 H, À LAQUELLE SONT PRÉSENTS :

Membres du conseil :

| | |
|--------------------------------------|------------------------------------|
| M. Patrice Ayotte, district n° 1 | M. Pierre Lépicier, district n° 4 |
| M. Daniel Ricard, district n° 2 | Mme Caroline Laurin, district n° 5 |
| Mme Sophie Lajeunesse, district n° 3 | M. Luc Ducharme, district n° 6 |

Assistent également Mme Audrey Boisjoly, présidente et mairesse et M. Charles Whissell, directeur général / greffier-trésorier.

Mme Marine Revol, directrice générale adjointe / greffière-trésorière adjointe est absente.

LA MAIRESSE CONSTATE LE QUORUM ET OUVRE LA SÉANCE ORDINAIRE À 20 H 00

444-2025
Adoption –
Ordre du jour

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu que l’ordre du jour suivant soit adopté :

1. Adoption – Ordre du jour;
2. Adoption – Procès-verbal de la séance ordinaire du 1^{er} octobre 2025;
3. Approbation – Dépenses des mois de septembre et d’octobre 2025;
4. Première période de questions;

ADMINISTRATION

5. Dépôt des déclarations des intérêts pécuniaires complétées;
6. Dépôt du rapport sur les déclarations des élus sur les avantages reçus;
7. Adoption – Calendrier des séances ordinaires du conseil municipal pour l’année 2026;
8. Annulation des comptes de taxes de deux dollars (2,00 \$) et moins;
9. Renouvellement d’adhésion 2026 à la Fédération québécoise des municipalités (FQM);
10. Paiement des primes d’assurance générale combinée et automobile – Fonds d’assurance des municipalités du Québec;
11. Office d’habitation Lanaudière Nord – Facture pour la participation financière de 2024;
12. Octroi de contrat – Ressource pour une technicienne comptable – Dupuis RH;
13. Comités consultatifs – Nomination des membres élus;
14. Nomination d’un maire suppléant et autorisation à signer les effets bancaires;
15. Nomination d’un conseiller remplaçant au Conseil des maires de la MRC de Matawinie;
16. Gestion de compte et ajout d’un détenteur de carte de crédit;

SÉCURITÉ PUBLIQUE

17. Autorisation de signature – Entente concernant le déploiement et l'utilisation de défibrillateurs externes automatisés (DEA) destinés à l'intervention citoyenne;
18. Création de poste et embauche – Intervenant(e) auxiliaire;
19. Autorisation de signature – Dépôt d'une demande – Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel – Ministère de la Sécurité publique;

VOIRIE

20. Embauche – Préposé(e) à l'entretien ménager;
21. Autorisation de signature – Acquisition du lot 6 670 798;
22. Projet immobilier sur le lot 6 687 145 – Raccordement d'une nouvelle rue au chemin Barrette;
23. Autorisation de signature – Demande d'aide financière au PRACIM – Abris des abrasifs;

URBANISME ET ENVIRONNEMENT

24. Adoption – Règlement numéro 538-2025 modifiant le règlement numéro 514-2025 – Règlement sur le zonage afin d'agrandir la zone H-25 à même une partie de la zone H-28, de modifier les normes de contingentement pour la zone H-25 et de modifier les usages permis dans la zone IND-2;
25. Avis de motion – Projet de Règlement numéro 543-2025 modifiant le Règlement numéro 517-2025 – Règlement sur les permis et certificats afin de modifier les conditions d'émission d'un permis de construction et le délai de validité d'un certificat d'autorisation pour des rénovations à un bâtiment principal ou accessoire;
26. Adoption – Projet de Règlement numéro 543-2025 modifiant le Règlement numéro 517-2025 – Règlement sur les permis et certificats afin de modifier les conditions d'émission d'un permis de construction et le délai de validité d'un certificat d'autorisation pour des rénovations à un bâtiment principal ou accessoire;
27. Autorisation de signature – Cession d'un terrain en faveur de la Municipalité – Lot 5 359 204;
28. Municipalisation des rues de la Phase 4.3 du développement résidentiel Faubourg 4;

COMMUNICATION

29. Octroi de contrat – Structures d'affichage permanent;

LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

30. Embauche – Préposé(e) aux loisirs et à la culture – Permanent à temps plein;
31. Autorisation de signature – Avenant – Protocole d'entente utilisation des locaux, équipements, terrains et aménagements;
32. Demande de pont payant – Guignolée 2025 – Conseil 4220 des Chevaliers de Colomb;
33. Contribution – Guignolée 2025 – Conseil 4220 des Chevaliers de Colomb;
34. Autorisation de signature – Protocole d'entente – Programme Appel de projets en développement des collections des bibliothèques publiques autonomes 2025-2026;

35. Deuxième période de questions;

36. Levée de la séance.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

445-2025
Adoption –
Procès-verbal de la séance
ordinaire du 1^{er} octobre 2025

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu que le procès-verbal de la séance ordinaire du 1^{er} octobre 2025 soit adopté pour valoir à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

446-2025
Approbation –
Dépenses des mois
de septembre et
d’octobre 2025

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par conseiller Patrice Ayotte, il est résolu que la liste des factures et des chèques pour les dépenses de la Municipalité, totalisant la somme de 49 399,98 \$ (chèques 33 191 à 33 251), ainsi que la somme de 481 104,23 \$ (paiements en ligne 508 021 à 508 146), pour un total de 530 504,21 \$, et les salaires de 226 540,73 \$ pour le mois de septembre 2025 soient adoptés pour valoir à toutes fins que de droit.

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu que la liste des factures et des chèques pour les dépenses de la Municipalité, totalisant la somme de 58 937,48 \$ (chèques 33 252 à 33 294), ainsi que la somme de 2 769 836,75 \$ (paiements en ligne 508 147 à 508 270), pour un total de 2 828 774,23 \$, et les salaires de 267 981,31 \$ pour le mois d’octobre 2025 soient adoptés pour valoir à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

Point n° 4
Première période
de questions

La mairesse invite les citoyennes et citoyens à la première période de questions.

Point n° 5
Dépôt des déclarations des
intérêts pécuniaires
complétées

La mairesse informe les citoyennes et citoyens que les déclarations des intérêts pécuniaires 2025 ont dûment été remplies et déposées.

Point n° 6
Dépôt du rapport sur les
déclarations des élus sur les
avantages reçus

En vertu des dispositions de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (2010, c. 27), le conseil municipal a adopté, le 14 février 2022, le Règlement 444-2022 concernant le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de Saint-Félix-de-Valois.

Ce règlement stipule que le greffier-trésorier doit tenir un registre public des déclarations des élus sur tout avantage excédant 200 \$ reçu par ces derniers et qui n'est pas de nature purement privée, ou qui peut influencer leur indépendance de jugement dans l'exercice de leurs fonctions ou qui risque de compromettre leur intégrité.

En ce 17 novembre 2025, le greffier-trésorier dépose un rapport qui fait état que, depuis la dernière séance au cours de laquelle un tel extrait a été déposé, soit le 12 novembre 2024, aucune déclaration ne lui a été présentée à ce jour.

447-2025
Adoption du Calendrier
des séances ordinaires
du conseil municipal
pour l'année 2026

CONSIDÉRANT QUE l'article 148 du Code municipal du Québec prévoit que le conseil établisse, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Caroline Laurin, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu que le calendrier des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2026 ci-après soit adopté et qu'un avis public de son contenu soit donné par le directeur général et greffier-trésorier, conformément à la loi qui régit la Municipalité :

Les séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2026 débuteront à 20 h

- Le lundi 19 janvier;
- Le lundi 9 février;
- Le lundi 9 mars;
- Le lundi 13 avril;
- Le lundi 11 mai;
- Le lundi 8 juin;
- Le lundi 13 juillet;
- Le lundi 17 août;
- Le lundi 14 septembre;
- Le mardi 13 octobre;
- Le mardi 10 novembre;
- Le lundi 14 décembre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

448-2025

Annulation des comptes de taxes de deux dollars (2,00 \$) et moins

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu d’autoriser l’annulation de tout compte de taxes ayant un solde de deux dollars (2,00 \$) et moins.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

449-2025

Renouvellement d’adhésion 2026 à la Fédération québécoise des municipalités

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par la conseillère Caroline Laurin, il est résolu de renouveler l’adhésion de la Municipalité à la Fédération québécoise des municipalités (FQM) pour l’année 2026, pour un montant de 5 596,13 \$ plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

450-2025

Païement des primes d’assurance générale combinée et automobile – Fonds d’assurance des municipalités du Québec

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par conseiller Luc Ducharme, il est résolu d’autoriser le paiement d’une somme de 232 314 \$ plus les taxes applicables, représentant les primes d’assurance générale combinée et d’assurance automobile du Fonds d’assurance des municipalités du Québec, pour la période du 31 décembre 2025 au 31 décembre 2026.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

451-2025

Office d’habitation Lanaudière Nord – Facture pour la participation financière de 2024

CONSIDÉRANT

la facture reçue de l’Office d’habitation Lanaudière Nord pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ainsi que pour des périodes antérieures;

(suite de la résolution 451-2025)

CONSIDÉRANT QUE des sommes restent à verser par la Municipalité pour compléter la contribution municipale de 10%;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par la conseillère Caroline Laurin, il est résolu d’autoriser le paiement du montant de 3 398,70 \$ à l’Office d’habitation Lanaudière Nord.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

452-2025
Octroi de contrat –
Ressource pour une
technicienne comptable –
Dupuis RH

CONSIDÉRANT la démission d’une employée du Service des finances;

CONSIDÉRANT QUE le Service des finances n’a actuellement pas les ressources nécessaires pour pallier la charge de travail;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées selon le Règlement numéro 366-2018 sur la gestion contractuelle;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu d’octroyer le contrat pour une technicienne comptable à raison de 16 h de travail par semaine avec disponibilité pour une troisième journée de travail selon les besoins de la municipalité, au taux horaire de 65 \$ / heure à Dupuis RH.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

453-2025
Comités consultatifs –
Nomination des membres
élus

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu de nommer les élu(e)s ci-dessous à titre de président(e) et vice-président(e) des comités consultatifs de la municipalité :

| COMITÉS | PRÉSIDENT(E) | VICE-PRÉSIDENT(E) |
|---|-----------------|-------------------|
| Comité consultatif en urbanisme (CCU) | Daniel Ricard | Caroline Laurin |
| Comité consultatif de la sécurité routière (CCSR) | Pierre Lépicier | Luc Ducharme |

(suite de la résolution 453-2025)

| COMITÉS | PRÉSIDENT(E) | VICE-PRÉSIDENT(E) |
|--|-------------------|-------------------|
| Comité consultatif en environnement (CCE) | Caroline Laurin | Sophie Lajeunesse |
| Comité consultatif en loisirs et vie communautaire (CCLVC) | Daniel Ricard | Patrice Ayotte |
| Comité consultatif en culture (CCC) | Sophie Lajeunesse | Patrice Ayotte |
| Table de concertation agricole | Luc Ducharme | Pierre Lépicier |

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

454-2025
Nomination d’un maire suppléant et autorisation à signer les effets bancaires

CONSIDÉRANT QUE dans l’éventualité où Mme Audrey Boisjoly, mairesse, ne pourrait pas présider une séance du conseil municipal ou assister à toute autre rencontre nécessitant sa présence, un maire suppléant doit être nommé;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de nommer M. Pierre Lépicier à agir à titre de maire suppléant et l’autoriser à signer les documents officiels au même titre que la mairesse (certificats, chèques, ententes, contrats, etc.), incluant ceux se rapportant aux institutions financières.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

455-2025
Nomination d’un conseiller remplaçant au Conseil des maires de la MRC de Matawinie

CONSIDÉRANT QUE dans l’éventualité où Mme Audrey Boisjoly, mairesse, ne pourrait pas assister à une rencontre du Conseil des maires de la MRC de Matawinie, le conseil municipal doit lui nommer un remplaçant;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Caroline Laurin, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu d’autoriser M. Pierre Lépicier à remplacer la mairesse au Conseil des maires de la MRC de Matawinie advenant un empêchement pour elle d’y assister.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

456-2025

Gestion de compte et ajout
d'un détenteur de carte de
crédit

CONSIDÉRANT QUE le Règlement numéro 184-2008 – Règlement sur le contrôle et suivi budgétaires ainsi que le Règlement numéro 366-2018 – Règlement sur la gestion contractuelle ont pour objet notamment de prévoir des mesures relativement à la gestion contractuelle, mais également d'établir des règles de contrôle et de suivi budgétaires;

CONSIDÉRANT QUE ces deux règlements encadrent également la délégation des certains pouvoirs au directeur général et greffier-trésorier;

CONSIDÉRANT QUE le responsable de gestion des comptes de carte de crédit et le signataire autorisé pour les comptes bancaires doit être modifié;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu d'autoriser :

1. que M. Charles Whissell, directeur général et greffier-trésorier par intérim, soit autorisé à signer les documents officiels (certificats, chèques, ententes, contrats, etc.) dont la fonction l'autorise, incluant ceux se rapportant aux institutions financières avec qui la Municipalité fait affaire;
2. l'ajout de M. Charles Whissell, directeur général et greffier-trésorier par intérim, comme signataire autorisé pour les comptes bancaires de la Municipalité à la Caisse Desjardins de Joliette et du Centre de Lanaudière;
3. l'ajout de M. Charles Whissell, directeur général et greffier-trésorier par intérim, à titre d'administrateur principal de l'accès bancaire de la Municipalité à la Caisse Desjardins de Joliette et du Centre de Lanaudière;
4. l'ajout de M. Charles Whissell, directeur général et greffier-trésorier par intérim, à titre de gestionnaire du dossier de services de cartes Visa Desjardins;
5. la demande de carte de crédit dont la limite est établie à 5 000 \$ au nom de M. Charles Whissell, directeur général et greffier-trésorier par intérim de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

457-2025

Autorisation de signature –
Entente concernant le
déploiement et l’utilisation
de défibrillateurs externes
automatisés (DEA) destinés
à l’intervention citoyenne

CONSIDÉRANT QUE le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière (CISSS de Lanaudière) et la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois souhaitent consigner par écrit les modalités d’une entente visant à définir les responsabilités respectives de chacun dans le cadre du déploiement, de l’entretien, de l’utilisation et de la promotion des défibrillateurs externes automatisés (DEA) destinés à l’intervention citoyenne sur le territoire de la Municipalité;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu d’autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Charles Whissell, ou leurs substituts, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de l’entente avec le CISSS de Lanaudière concernant le déploiement et l’utilisation des DEA sur le territoire de la Municipalité.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

458-2025

Création de poste et
embauche – Intervenant(e)
auxiliaire

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du Service de protection et d’intervention d’urgence de se prévaloir d’une ressource supplémentaire par la création d’un poste d’intervenant(e) auxiliaire;

CONSIDÉRANT QUE cette ressource supplémentaire à titre d’intervenant(e) auxiliaire permettrait le recrutement local ainsi que de la main d’œuvre supplémentaire en sécurité civile lors d’intervention majeure;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu :

1. de créer le poste d’intervenant(e) auxiliaire au sein du Service de protection et d’intervention d’urgence;
2. de procéder à l’embauche de Mme Lianne Vallée au poste d’intervenante auxiliaire et que son entrée en fonction soit le 18 novembre 2025;
3. Mme Lianne Vallée relève directement du Service de protection et d’intervention d’urgence.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

459-2025

Autorisation de signature –
Dépôt d’une demande –
Programme d’aide
financière pour la formation
des pompiers volontaires ou
à temps partiel – Ministère
de la Sécurité publique

- CONSIDÉRANT QUE** le Règlement sur les conditions pour exercer au sein d’un service de sécurité incendie municipal prévoit les exigences de formation pour les pompiers des services de sécurité incendie afin d’assurer une qualification professionnelle minimale;
- CONSIDÉRANT QUE** ce règlement s’inscrit dans une volonté de garantir aux municipalités la formation d’équipes de pompiers possédant les compétences et les habiletés nécessaires pour intervenir efficacement en situation d’urgence;
- CONSIDÉRANT QU’** en décembre 2014, le gouvernement du Québec a établi le Programme d’aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel (le « Programme ») et qu’il a été reconduit en 2025;
- CONSIDÉRANT QUE** ce Programme a pour objectif principal d’apporter aux organisations municipales une aide financière leur permettant de disposer d’un nombre suffisant de pompiers qualifiés pour agir efficacement et de manière sécuritaire en situation d’urgence;
- CONSIDÉRANT QUE** ce Programme vise également à favoriser l’acquisition des compétences et des habiletés requises par les pompiers volontaires ou à temps partiel qui exercent au sein des services de sécurité incendie municipaux;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois souhaite ainsi augmenter le nombre de candidats prévus aux besoins en matière de formation, considérant le mouvement des ressources humaines au sein du Service en sécurité incendie et de l’intérêt de nouveaux candidats à devenir pompier;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois désire bénéficier de l’aide financière offerte par ce programme;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois prévoit la formation d’un pompier pour le programme de Pompier 1 et d’un pompier pour le programme de Pompier 2 au cours de la présente année pour répondre efficacement et de manière sécuritaire à des situations d’urgence sur son territoire;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité doit transmettre sa demande au ministère de la Sécurité publique par l’intermédiaire de la MRC de Matawinie en conformité avec l’article 6 du Programme;

(suite de la résolution 459-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu de présenter une demande d’aide financière pour la formation de ces pompiers dans le cadre du Programme d’aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel au cours de la présente année au ministère de la Sécurité publique et de transmettre cette demande à la MRC de Matawinie.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

460-2025
Embauche – Préposé(e) à
l’entretien ménager

CONSIDÉRANT la vacance du poste de préposé(e) à l’entretien ménager;

CONSIDÉRANT le processus de recrutement pour combler ce poste;

CONSIDÉRANT QUE parmi les candidatures reçues, celle de Mme Lavinia-Flavia Constantinescu a été retenue pour occuper le poste au terme du processus de recrutement;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu que :

1. Mme Lavinia-Flavia Constantinescu soit embauché au poste de préposé à l’entretien ménager, à l’échelon 2 de la convention collective en vigueur, et que son entrée en fonction soit le 28 novembre 2025;
2. Mme Lavinia-Flavia Constantinescu relève directement du Service des travaux publics.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

461-2025
Autorisation de signature –
Acquisition du lot 6 670 798

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite acquérir de M. Robert Daemen le lot 6 670 798;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Daniel Ricard, il est résolu :

1. d’acquérir de M. Robert Daemen le lot 6 670 798;
2. de mandater la firme Gagnon, Cantin, Lachapelle & Associés, notaires, à préparer l’acte de cession en faveur de la Municipalité;

(suite de la résolution 461-2025)

- 3. d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Charles Whissell, ou leurs substituts, à signer, pour et au nom de la Municipalité tout document requis à la transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

462-2025
Projet immobilier sur le
lot 6 687 145 –
Raccordement d'une nouvelle
rue au chemin Barrette

- CONSIDÉRANT QUE** le promoteur Groupe Rondeau a présenté à la Municipalité, le 9 octobre 2025, son plan préliminaire de développement immobilier sur le lot 6 687 145;
- CONSIDÉRANT QUE** le plan préliminaire présenté comprend une nouvelle rue desservie uniquement par la rue des Oliviers et que cette nouvelle rue se termine par un rond de virage;
- CONSIDÉRANT QUE** le type de clientèle desservie dans ce secteur de la Municipalité est composé d'une garderie, d'écoles primaires et de quartiers résidentiels existants;
- CONSIDÉRANT QUE** la rue des Oliviers est considérée comme une rue locale par les instances municipales;
- CONSIDÉRANT QU'** en fonction du plan préliminaire présenté, les Services techniques estiment un ajout d'au moins 180 personnes dans les immeubles qui seront desservis par la nouvelle rue;
- CONSIDÉRANT QU'** afin de ne pas impacter la clientèle actuelle du secteur, la Municipalité désire que la nouvelle rue soit raccordée au chemin Barrette;
- CONSIDÉRANT QUE** le chemin Barrette est une artère sous juridiction du Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD);
- CONSIDÉRANT QU'** à la suite de la réception d'un courriel du MTMD en date du 10 octobre 2025, le MTMD demande un argumentaire technique de la part de la municipalité ainsi qu'une résolution du conseil municipal indiquant que la municipalité est en faveur que la nouvelle rue du projet du lot 6 687 145 soit raccordé au chemin Barrette;
- CONSIDÉRANT QU'** à la suite d'une rencontre le 20 octobre 2025 entre les Services d'urbanisme, des Services techniques et du Service de Protection et d'Intervention d'urgence, des arguments ont été amenés en faveur que la nouvelle rue soit raccordée au chemin Barrette;

(suite de la résolution 462-2025)

CONSIDÉRANT QUE le raccordement de la nouvelle rue au chemin Barrette permet de soustraire les contraintes soulevées dans le plan préliminaire du promoteur, tout en simplifiant l'utilisation de la nouvelle rue et en assurant le respect de divers points réglementaires;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu :

1. d'autoriser la demande visant le raccordement de la nouvelle rue au chemin Barrette;
2. de transmettre copie de cette résolution au Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

463-2025

Autorisation de signature –
Demande d'aide financière
au PRACIM – Abris des
abrasifs

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois souhaite déposer une demande d'aide financière au volet 1 du PRACIM 2025-2028 pour son projet « Abris des abrasifs »;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu que :

1. le conseil municipal autorise le dépôt de la demande d'aide financière;
2. la Municipalité a pris connaissance du Guide du PRACIM 2025-2028 et s'engage à respecter toutes les modalités qui s'appliquent à elle;
3. la Municipalité s'engage, si elle obtient une aide financière pour le projet, à payer sa part des coûts admissibles à celui-ci ainsi que les coûts d'entretien régulier, de maintien et de fonctionnement du bâtiment subventionné pour atteindre ou même prolonger sa durée de vie;
4. la Municipalité confirme, si elle obtient une aide financière pour le projet, qu'elle assumera tous les coûts non admissibles au PRACIM 2025-2028 associés à son projet, y compris tout dépassement des coûts.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

464-2025

Adoption – Règlement
n°538-2025 modifiant le
règlement numéro 514-2025 –
Règlement sur le zonage afin
d'agrandir la zone H-25 à
même une partie de la zone
H-28, de modifier les normes
de contingentement pour la
zone H-25 et de modifier les
usages permis dans la
zone IND-2

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois juge qu'il est nécessaire de modifier le Règlement numéro 514-2025 – Règlement sur le zonage afin d'agrandir la zone H-25 à même une partie de la zone H-28, de modifier les normes de contingentement pour la zone H-25 et de modifier les usages permis dans la zone IND-2;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 8 septembre 2025, et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

CONSIDÉRANT QUE préalablement à la tenue de la séance, chacun des membres du conseil a reçu une copie du Règlement numéro 538-2025 modifiant le règlement numéro 514-2025 – Règlement sur le zonage afin d'agrandir la zone H-25 à même une partie de la zone H-28, de modifier les normes de contingentement pour la zone H-25 et de modifier les usages permis dans la zone IND-2;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture;

CONSIDÉRANT QUE le règlement a été déposé conformément à la Loi;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu que le Règlement numéro 538-2025 modifiant le règlement numéro 514-2025 – Règlement sur le zonage afin d'agrandir la zone H-25 à même une partie de la zone H-28, de modifier les normes de contingentement pour la zone H-25 et de modifier les usages permis dans la zone IND-2 soit adopté.

Le règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 538-2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

465-2025

Avis de motion –
Règlement n°543-2025
modifiant le Règlement
numéro 517-2025 –
Règlement sur les permis et
certificats afin de modifier les
conditions d’émission d’un
permis de construction et le
délai de validité d’un
certificat d’autorisation pour
des rénovations à un bâtiment
principal ou accessoire

Le conseiller Daniel Ricard donne avis de motion que lors d’une prochaine séance sera adopté le Règlement numéro 543-2025 modifiant le Règlement numéro 517-2025 – Règlement sur les permis et certificats afin de modifier les conditions d’émission d’un permis de construction et le délai de validité d’un certificat d’autorisation pour des rénovations à un bâtiment principal ou accessoire.

Ce projet de règlement a été déposé conformément aux dispositions de l’article 445 du Code municipal du Québec.

Le projet de règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 543-2025.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

466-2025

Adoption – Projet de
Règlement n°543-2025
modifiant le Règlement
numéro 517-2025 –
Règlement sur les permis et
certificats afin de modifier les
conditions d’émission d’un
permis de construction et le
délai de validité d’un
certificat d’autorisation pour
des rénovations à un bâtiment
principal ou accessoire

CONSIDÉRANT QUE préalablement à la tenue de la séance, chacun des membres du conseil a reçu une copie du projet de Règlement numéro 543-2025 modifiant le Règlement numéro 517-2025 – Règlement sur les permis et certificats afin de modifier les conditions d’émission d’un permis de construction et le délai de validité d’un certificat d’autorisation pour des rénovations à un bâtiment principal ou accessoire;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu que le projet de Règlement numéro 543-2025 modifiant le Règlement numéro 517-2025 – Règlement sur les permis et certificats afin de modifier les conditions d’émission d’un permis de construction et le délai de validité d’un certificat d’autorisation pour des rénovations à un bâtiment principal ou accessoire soit adopté.

Ce règlement a été déposé conformément aux dispositions de l’article 445 du Code municipal du Québec.

Le projet de règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 543-2025.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

467-2025

Autorisation de signature –
Cession d’un terrain en
faveur de la Municipalité –
Lot 5 359 204

CONSIDÉRANT QUE lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenu le 18 février 2025, la Municipalité s’engageait à faire l’acquisition de l’immeuble constitué du lot 5 359 204 pour la somme nominale d’un dollar (1 \$) une fois la remise en état complétée;

CONSIDÉRANT QU’ en date du 29 octobre 2025, la remise en état a été complétée notamment avec les travaux de démolition de la résidence;

CONSIDÉRANT la recommandation du Service d’urbanisme;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par la conseillère Caroline Laurin, il est résolu :

1. d’acquérir de M. Daniel Levac le lot 5 359 204;
2. de mandater une firme de notaires, à préparer l’acte de cession en faveur de la Municipalité et d’en payer les frais;
3. d’autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Charles Whissell, ou leurs substituts, à signer, pour et au nom de la Municipalité tout document requis à la transaction.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

468-2025

Municipalisation des rues
de la Phase 4.3 du
développement résidentiel
Faubourg 4

CONSIDÉRANT QUE les travaux de la Phase 4.3 du développement résidentiel Faubourg 4 ont été effectués suite à la complétion du contrat;

CONSIDÉRANT QUE les rues doivent être cédées à la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois pour procéder à la municipalisation;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu :

1. d’autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Charles Whissell, ou leurs substituts, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document nécessaire à cette transaction;
2. de mandater la firme Coutu et Comtois, notaires, à préparer l’acte de cession en faveur de la Municipalité;

(suite de la résolution 468-2025)

- 3. que les frais soient à la charge de Faubourg St-Félix inc. (arpenteur, notaires, etc.);
- 4. de municipaliser la rue Marie-Joséphine Lesage, une partie de la rue Girard et une partie de la rue Albert-Geoffroy, et ce, conditionnellement à la signature de l’acte de cession et à compter de l’inscription au Registre foncier.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

469-2025
Octroi de contrat –
Structures d’affichage
permanent

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit assurer la diffusion de l’information aux citoyennes et citoyens;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT QUE trois soumissions ont été déposées à l’intérieur du délai alloué à cette fin;

CONSIDÉRANT la recommandation du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Caroline Laurin, appuyée par la conseillère Sophie Lajeunesse, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d’accepter la soumission de l’entreprise 9160-3076 Québec inc. (J.B. Enseignes) pour la fabrication et l’installation de deux structures d’affichage permanent, au montant total de 17 605 \$ plus les taxes applicables et en sus de toute subvention.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds général.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

470-2025
Embauche – Préposé(e) aux
loisirs et à la culture –
Permanent à temps plein

CONSIDÉRANT la vacance du poste de préposé(e) aux loisirs et à la culture;

CONSIDÉRANT le processus de recrutement pour combler ce poste;

CONSIDÉRANT QUE parmi les candidatures reçues, celle de Mme Émy Tremblay a été retenue pour occuper le poste au terme du processus de recrutement;

(suite de la résolution 470-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu que :

- 1. Mme Émy Tremblay soit embauché au poste de préposée aux loisirs et à la culture, à l’échelon 1 de la convention collective en vigueur, et que son entrée en fonction soit le 24 novembre 2025;
- 2. Mme Émy Tremblay relève directement du Service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

471-2025
Autorisation de signature –
Avenant – Protocole
d'entente utilisation des
locaux, équipements,
terrains et aménagements

CONSIDÉRANT QUE le Centre de services scolaire des Samares et la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois souhaitent consigner par écrit les modalités d’un avenant aux documents contractuels ou protocole d’entente en vigueur pour y faire un ajout relativement aux antécédents judiciaires;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu d’autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Charles Whissell, ou leurs substituts, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de l’avenant avec le Centre de services scolaire des Samares pour l’ajout relativement aux antécédents judiciaires.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

472-2025
Demande de pont payant –
Guignolée 2025 –
Conseil 4220 des Chevaliers
de Colomb

CONSIDÉRANT QUE le Comité de la Guignolée du Conseil 4220 des Chevaliers de Colomb de Saint-Félix-de-Valois tiendra une levée de fonds sur le territoire de la Municipalité, plus précisément aux intersections de la rue Principale et du chemin Barrette ainsi qu’aux intersections de la rue Principale et du chemin de Joliette, le dimanche 7 décembre 2025 entre 8 h et 16 h;

CONSIDÉRANT QUE le responsable de l’organisme demande au conseil municipal l’autorisation de réaliser un pont payant lors de la Guignolée 2025;

(suite de la résolution 472-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par la conseillère Caroline Laurin, il est résolu d’autoriser le Conseil 4220 des Chevaliers de Colomb de Saint-Félix-de-Valois de réaliser un pont payant le dimanche 7 décembre 2025, entre 8 h et 16 h à l’occasion de la Guignolée 2025.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

473-2025
Contribution –
Guignolée 2025 –
Conseil 4220 des Chevaliers
de Colomb

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu d’allouer une contribution de 500 \$ à la Guignolée 2025 du Conseil 4220 des Chevaliers de Colomb afin d’aider les familles les plus démunies de Saint-Félix-de-Valois à passer un meilleur temps des fêtes.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

474-2025
Autorisation de signature –
Protocole d’entente –
Programme Appel de projets
en développement des
collections des bibliothèques
publiques autonomes
2025-2026

CONSIDÉRANT QUE le Programme de développement des collections des bibliothèques publiques autonomes 2025-2026 du ministère de la Culture et des Communications vise le double objectif de maintenir ou améliorer l’accès à des collections documentaires de qualité dans les bibliothèques publiques autonomes du Québec et de maintenir ou améliorer l’accès à des livres et à des publications en série édités au Québec;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Sophie Lajeunesse, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu d’autoriser la directrice générale adjointe et greffière-trésorière adjointe, Mme Marine Revol, à signer, pour et au nom de la Municipalité, le document « Conditions d’octroi de l’aide financière » ou tout autre document de nature contractuelle ou financière dans le cadre du Programme « Appel de projets en développement des collections des bibliothèques publiques autonomes ».

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Point n° 35
Deuxième période
de questions

La mairesse invite les citoyennes et citoyens à la deuxième période de questions.

475-2025
Levée de la séance

Sur la proposition du conseiller Daniel Ricard, il est résolu que la présente séance soit levée à 21 h 22.

Audrey Boisjoly
Mairesse

Charles Whissell
Directeur général / greffier-trésorier

« Je, Audrey Boisjoly, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu’il contient au sens de l’article 142 (2) du Code municipal ».